

OBAMA OU LE RETOUR DE LA REALPOLITIK

[Tanguy Struye de Swielande](#)

Institut français des relations internationales | « [Politique étrangère](#) »

2016/4 Hiver | pages 141 à 151

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675369

DOI 10.3917/pe.164.0141

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-4-page-141.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Obama ou le retour de la Realpolitik

Par Tanguy Struye de Swielande

Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'université catholique de Louvain.

Pour Barack Obama, l'heure du bilan a sonné. En matière de politique étrangère, deux axes se dégagent de son double mandat : d'une part, une volonté de désengagement du Moyen-Orient contrariée par l'émergence de Daech, et d'autre part un « pivot » vers l'Asie ayant notamment pour but de freiner la montée en puissance de la Chine. D'une manière générale, Obama a fait preuve de retenue sur la scène internationale, préférant concentrer ses efforts sur le *nation building at home*.

politique étrangère

À l'ère de la globalisation, le paysage du *xxi*^e siècle semble jusqu'ici peu propice à la concentration d'un pouvoir hégémonique aux mains d'un seul État. À cet égard, Brzezinski prévenait en 1997 : « Puisque la puissance sans précédent des États-Unis est vouée à décliner au fil des ans, la priorité stratégique est donc de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine.¹ » Pour ce faire, il incombe à Washington de hiérarchiser ses priorités de court, moyen, et long termes, pour faire face aux changements de l'échiquier mondial, avec une stratégie globale adaptée. Cela n'implique pas un changement dans ses objectifs de politique étrangère. La continuité de la politique américaine, en dépit des évolutions du contexte international, est emblématique de la stabilité et du poids de l'héritage historico-culturel d'une nation sur son comportement international. Ce qui est bien souvent perçu comme un changement renvoie en réalité à des différences d'approches et de styles personnels des présidents et de leurs administrations². À l'heure de nouvelles présidentielles aux États-Unis, il est particulièrement intéressant de s'arrêter sur le bilan de la présidence Obama, ses points de continuité et de rupture par rapport à l'histoire de la politique étrangère américaine.

1. Z. Brzezinski, *Le Grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997.

2. H. W. Maull, « Hegemony Reconstructed? America's Role Conception and its Leadership within its Core Alliances », in S. Harnisch, C. Frank et H. Maull, *Role Theory in International Relations. Approaches and Analyses*, New York, Routledge, 2011.

Dès 1967, le sénateur américain Fulbright prévenait du danger qui menaçait la responsabilité américaine dans le monde : «Malgré ses conséquences dangereuses et contre-productives, l'idée d'être responsable du monde entier semble flatter les Américains, et je crains que cela nous monte à la tête, tout comme le sens de responsabilité universelle est monté à la tête des anciens Romains et de l'Angleterre du XIX^e siècle.³» Les États-Unis ont ainsi trop souvent perdu de vue le principe fondamental de toute politique étrangère, défini jadis par Richelieu : «La chose qui doit être soutenue, et la force qui doit la soutenir, doivent être géométriquement proportionnelles.» Après huit années à la Maison-Blanche, force est de constater que l'administration Obama a bien tâché d'appliquer ce principe dans sa politique étrangère.

Si les États-Unis ont toute chance de demeurer encore pour quelque temps «la superpuissance», nous nous orientons sans doute doucement vers une redistribution plus équilibrée de la puissance. Une situation économique précaire, la présence de forces américaines sur de multiples théâtres d'opérations, le scepticisme de la population américaine à l'égard des penchants impériaux de certains courants idéologiques, etc., tous ces éléments ont encouragé une politique étrangère plus sélective et gestionnaire. La devise du président Obama semble avoir été que seule une politique plus calibrée sur l'intérêt national pouvait faire la différence entre ce qui compte et ce qui reste périphérique au plan stratégique. Déjà dans son discours inaugural, Barack Obama prônait une politique humble : «Rappelez-vous que les précédentes générations ont fait face au fascisme et au communisme pas seulement avec des missiles et des chars, mais avec des alliances solides et des convictions durables. Elles avaient compris que notre puissance ne suffit pas à elle seule à nous protéger et qu'elle ne nous permet pas d'agir à notre guise. Au lieu de cela, elles avaient compris que notre puissance croît lorsqu'on en use prudemment ; que notre sécurité découle de la justesse de notre cause, de la force de notre exemple et des qualités modératrices de l'humilité et de la retenue.»

L'idéal de la Destinée manifeste n'est pas pour autant abandonné. Dans ce même discours, Obama s'y réfère à plusieurs reprises : «C'est la source de notre confiance, savoir que Dieu nous appelle pour forger un destin incertain.» [...] «Au moment où l'issue de notre révolution était la plus incertaine, le père de notre nation (George Washington) a donné l'ordre que ces mots soient lus : "Qu'il soit dit au monde du futur, qu'au milieu de l'hiver, quand seul l'espoir et la vertu pouvaient survivre, que la ville

3. W. Fulbright, *The Arrogance of Power*, New York, Random House, 1967.

et le pays, face à un danger commun, (y) ont répondu.” [...] Qu’il soit dit aux enfants de nos enfants que lorsque nous avons été mis à l’épreuve, nous avons refusé de voir ce parcours s’arrêter, nous n’avons pas tourné le dos ni faibli. Et avec les yeux fixés sur l’horizon et la grâce de Dieu, nous avons continué à porter ce formidable cadeau de la liberté et l’avons donné aux générations futures.» Cependant, pour reprendre la typologie de W. R. Mead sur les différents courants idéologiques qui déterminent la politique étrangère américaine, cette Destinée manifeste s’est plutôt traduite sous la présidence Obama, dans les faits, par un « hamiltonisme », et non par un « wilsonisme », ou un « rousseauisme⁴ ». Le hamiltonisme s’identifie au réalisme, et correspond sommairement à une approche pragmatique des relations internationales, qui met l’accent sur l’intérêt national, l’engagement sélectif, les accords commerciaux, la méfiance envers le *nation-building*, etc. La politique de la présidence Obama s’est caractérisée majoritairement par une affiliation au réalisme défensif⁵, et par une interprétation de l’intérêt national *stricto sensu*, entraînant une redéfinition des priorités du pays sur la scène internationale.

Un interventionnisme sélectif

Dans les faits, deux régions – le Moyen-Orient et l’Asie-Pacifique – ont particulièrement retenu l’attention de la Maison-Blanche, pour des raisons différentes. Au Moyen-Orient on a pu observer un certain désengagement, dont la question syrienne est une parfaite illustration. Ce désengagement est lié à la fois à la promesse électorale de retirer les forces américaines d’Irak, et à une interprétation plus restrictive de l’intérêt national : il n’est plus question d’intervenir militairement pour faire du *nation-building* (approches wilsonienne et rousseauiste), ou si l’intérêt américain n’est pas directement en jeu. Ce qui suffit à expliquer pourquoi les États-Unis ne sont pas intervenus dans la guerre civile syrienne⁶, ou n’ont joué qu’un rôle secondaire dans l’intervention en Libye en 2011. Dans une telle optique, Washington, lasse des guerres d’Irak et d’Afghanistan, estime que les États de la région doivent eux-mêmes régler les problèmes et les crises

4. W. R. Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Routledge, 2001 et H. Schmiegelow, « Idealism and Realism in US Foreign Policy », *AussenPolitik*, vol. 40, 1989.

5. Ce dernier est défendu par Kenneth Waltz, qui estime que l’accroissement de la puissance, qui constitue l’objectif de toute nation, représente un moyen d’assurer sa sécurité. À l’inverse, le réalisme offensif, dont le chef de file est John Mearsheimer, suppose que les États ne sont jamais satisfaits d’un niveau donné de puissance. Ceux-ci seraient donc en perpétuelle quête de plus de puissance pour accroître leur influence.

6. Contrairement à une idée reçue, les intérêts américains en Syrie sont quasi inexistants. La Syrie est depuis des décennies un État-client de la Russie. Et les éventuels intérêts géostratégiques (la Syrie dans une sphère d’influence américaine pourrait ralentir/réduire les avancées russes vers les mers chaudes) et géoéconomiques (très peu de matières premières) américains y sont très limités.

à leurs frontières. Un scénario compliqué, en l'occurrence, par la division entre États souhaitant voir Al-Assad quitter le pouvoir, et par le soutien de Moscou et Téhéran au régime syrien.

Dès lors, la réalité sur le terrain oblige. Après avoir espéré en vain que la situation serait réglée par les États de la région, Washington prend conscience à contrecœur de la nécessité d'intervenir de manière plus directe, pour garantir ses intérêts dans la région (intérêts économiques, géopolitiques, d'alliance, de prestige, de réputation), ainsi, tout simplement, que son rôle de leader mondial. Le regain d'intérêt pour la Syrie et *de facto* pour l'Irak, trouve donc sa source dans la montée en puissance de Daech, et dans l'incapacité des alliés régionaux à éliminer cette menace. Là encore, l'objectif des États-Unis sera toutefois d'intervenir de manière limitée, principalement *via* l'US Air Force, les forces spéciales et les sociétés de sécurité privées, pour former les différents groupes de rebelles sur le terrain.

C'est dans cette même logique d'évitement des interventions tous azimuts que le président Obama a privilégié une approche diplomatique dans le dossier nucléaire iranien. Sa vision pragmatique l'a également poussé à ne pas trop s'engager dans le dossier israélo-palestinien.

Sa personnalité, son caractère, sont venus renforcer cette attitude de prudence. D'ordinaire considéré comme froid, réfléchi, refusant de réagir à chaud, le président a voulu éviter de dévier des objectifs qu'il s'était fixés sur le long terme : s'abstenir d'entrer dans des guerres de choix, dans des crises régionales et locales énergivores, exigeantes en moyens financiers,

S'abstenir d'entrer dans des guerres de choix

humains, militaires, et qui risquent non seulement de mettre en danger la reconstruction socio-économique des États-Unis, assise de leur puissance, mais également de détourner les moyens américains du danger à long terme constitué par la Chine, dans une figure dont l'enjeu final est la pérennité du leadership américain. Bien conscient que les crises locales ne cesseraient d'apparaître à court terme, Obama a toujours souhaité prendre en considération l'impact régional mais surtout systémique de ces crises, en distinguant bien le conjoncturel du structurel.

L'administration américaine a dès lors bien intégré que la menace stratégique potentielle de long terme, susceptible de remettre en question l'ordre mondial établi par les États-Unis depuis 1945, était constituée de la Chine et des enjeux d'Asie-Pacifique, et non de Daech par exemple, même si ce dernier était une menace réelle de court terme. Dès 2011, après une phase

d'ouverture vers la Chine entre 2009-2010 – qui échoue –, les États-Unis annoncent le renforcement de leur présence en Asie-Pacifique à travers la stratégie du « pivot », rebaptisée plus tard *rebalancing*. Cette politique, qui articule éléments sécuritaires (renforcement des alliances) et économiques (Traité transpacifique), a pour objectif non-déclaré de freiner les avancées chinoises, et de renforcer la présence américaine à travers un réseau de relations permettant à Washington de continuer à déterminer les règles et l'agenda commercial et sécuritaire régional et mondial.

Si Washington a principalement concentré ses efforts sur le Moyen-Orient et l'Asie-Pacifique, ce n'est pas au point de négliger l'Union européenne et l'OTAN, et d'abord en raison de la politique russe en Ukraine. Si la relation avec la Russie (le *Reset*) semblait prometteuse au début de la présidence Obama, elle s'est très vite dégradée avec la situation en Ukraine, en Crimée, en Syrie, en Iran, et la question du système de défense antimissiles. Puissance en déclin, la Russie s'est montrée amère et provocante sur la scène internationale. Les Américains ont toutefois évité la surenchère, s'abstenant de s'embourber en Ukraine où les intérêts américains étaient périphériques, préférant envoyer les Européens en première ligne (accords de Minsk I et II⁷), et renforcer symboliquement leur présence dans les États baltes. La situation géostratégique se dégradant, ce « retour en Europe » était plus motivé par la nécessité qu'un vrai choix. Mais les tensions parallèles avec Moscou et Pékin ont eu pour résultat – négatif pour les États-Unis – un rapprochement conséquent entre ces deux dernières capitales, un rapprochement pouvant mettre en danger pour l'avenir les intérêts américains, ainsi que la position prépondérante de Washington dans le système international, tout comme sa réputation et son prestige. Ce partenariat sino-russe pourrait, s'il se renforce dans les années à venir, remettre en question la volonté américaine de se maintenir *primus inter pares*, en réalisant, dans le cas d'une alliance véritable, l'unification d'une grande partie du Heartland. On peut au demeurant s'étonner qu'Obama, comme hamiltonien, n'ait pas déployé plus d'efforts diplomatiques pour rétablir les relations avec Moscou, en dépit de la complexité de certains dossiers.

En revanche, les années Obama ont vu un certain renforcement des relations avec l'Union européenne, le Japon et l'Inde, et la continuité des relations avec le Brésil. Avec l'Union européenne, les choses avaient mal débuté, le président Obama snobant le sommet UE-États-Unis à Madrid en mai 2010, mais les questions libyenne, malienne, syrienne, puis ukrainienne,

7. L'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne.

ont à nouveau rapproché les deux côtés de l'Atlantique, tout en renforçant l'OTAN qui, à travers la crise ukrainienne, s'est trouvée une nouvelle raison d'être. Avec le Japon, les relations se sont encore intensifiées en matière de sécurité et de défense, avec, en particulier, le renforcement en 2015 des « lignes directrices » de la coopération militaire entre les deux pays. L'évolution la plus conséquente a été celle des relations entre Washington et Delhi. Si les débuts furent, là aussi, difficiles, Barack Obama ayant omis l'Inde lors de sa première visite en 2009 en Asie, la relation s'est par la suite réchauffée, se traduisant par de multiples accords en matière nucléaire et de sécurité et de défense. Enfin, la relation avec le Brésil s'est caractérisée plutôt par le *statu quo*, évitant de pousser Brasilia dans les bras de la Chine. Même si son bilan en matière de rapports avec les autres puissances ou les puissances émergentes apparaît mitigé, l'approche américaine montre encore une fois que, pour Obama, les relations internationales se déterminent avant tout au niveau systémique. Il n'a toutefois pas négligé les moyennes puissances, en leur laissant plus d'autonomie et de responsabilité dans des enjeux locaux et régionaux.

On peut mentionner un dernier exemple du pragmatisme de cette présidence : l'ouverture en direction de Cuba, et le rétablissement des relations diplomatiques avec La Havane qui s'ensuit. La politique d'isolement de Cuba étant considérée comme un résidu de la guerre froide n'ayant plus aucune raison d'être en termes stratégiques, maintenue pour de pures raisons idéologiques. Mais l'Amérique centrale et du Sud n'a pas constitué une priorité pour Washington ces dernières années, ni, contrairement à certains espoirs, l'Afrique subsaharienne, excepté dans le cadre de la lutte contre l'islamisme radical.

Le *nation building at home*

Une autre explication de cet interventionnisme sélectif relève de la situation interne des États-Unis. La crise financière de 2008 a recadré les priorités du président sur le niveau national, Obama estimant qu'il était nécessaire de consolider la nation américaine (*nation building at home*).

L'économie américaine demeure fortement handicapée par un certain nombre de problèmes structurels, au premier rang desquels le déficit des finances publiques (17 trillions de dollars⁸). En outre, l'Amérique souffre toujours de graves problèmes sociaux : émiettement de la société, discrimination sociale et raciale, insécurité, dysfonctionnement du système

8. Selon le Congressional Budget Office, la dette publique pourrait atteindre 101 % du PIB en 2021 et 187 % en 2035. La dette publique et privée des États-Unis frôle en 2015 les 60 000 milliards de dollars.

éducatif (primaire et secondaire), organisation médicale mal adaptée, situation menaçante dans certaines villes... C'est toute la société américaine qui se ressent comme de plus en plus inégalitaire : fortunes colossales d'un côté, bas salaires et précarité de l'emploi de l'autre.

Des millions d'Américains vivent toujours sans assurance maladie, en dépit de l'Obamacare. 60 % des revenus fédéraux sont consacrés à la sécurité sociale (*Medicare, Medicaid, Affordable Care Act*) et au paiement des intérêts de la dette nationale. Les infrastructures américaines sont de plus en plus vétustes⁹.

En 2014, le *World Economic Forum* classait les États-Unis au 19^e niveau pour les infrastructures, alors qu'ils étaient encore 9^e en 2010. Enfin, la paralysie des institutions américaines pose également problème (*shutdown*¹⁰ de 2013, divisions internes aux partis républicain et démocrate¹¹).

Les infrastructures américaines sont de plus en plus vétustes

L'administration Obama a dès lors estimé que la priorité devait être la réallocation des ressources en direction de l'intérieur. Les États-Unis ayant eu dans les dernières années une politique de « surextension » à l'extérieur, et une politique intérieure en deçà de leurs besoins et de leurs capacités, nombre de piliers de leur puissance se sont trouvés fragilisés¹². Il s'agit donc de favoriser, comme le rappellera régulièrement Obama, le *nation building at home*, en reconstruisant ces piliers de puissance – éducation, infrastructures, science et technologies –, qui garantissent un leadership de long terme. Sans un pilier économique fort, il n'y a plus de leadership américain : il faut donc à nouveau assurer la croissance économique, et se désengager de théâtres d'opérations qui ne concernent pas *stricto sensu* l'intérêt national américain.

Au final, Obama affiche une approche très « waltzienne » des relations internationales¹³, non seulement à travers son réalisme défensif, mais du

9. Il faudrait près de 2 000 milliards de dollars pour moderniser les infrastructures existantes.

10. Fermeture provisoire du gouvernement pour raison budgétaire.

11. Le dysfonctionnement du Congrès est dû à des jeux politiques, à la polarisation idéologique, au manque de volonté de compromis, à l'absence de centre modéré, et à une méconnaissance certaine des enjeux internationaux, dont le Tea party constitue le symptôme le plus flagrant. « Aujourd'hui, une fois de plus, les États-Unis sont piégés par leurs institutions politiques. La méfiance des Américains envers le gouvernement entraîne une réticence à lui déléguer l'autorité de prendre des décisions, comme cela est le cas dans les autres démocraties. À la place, le Congrès vote des règles complexes qui diminuent l'autonomie du gouvernement, causant lenteur et coûts supplémentaires dans la prise de décision. En conséquence, les performances du gouvernement sont médiocres, confirmant ainsi la méfiance de la population » (F. Fukuyama, « America in Decay: The Sources of Political Dysfunction », *Foreign Affairs*, septembre-octobre, 2014).

12. R. Haass, *Foreign Policy Begins at Home*, New York, Basic Books, 2014.

13. Voir K. Waltz, *Theory of International Politics*, Long Grove, Waveland, 1979, ouvrage de référence de la théorie défendue par Kenneth Waltz.

fait de son approche, plutôt néoréaliste/structurelle, des relations internationales. Obama s'éloigne de Waltz en préconisant un vrai leadership américain (l'idée de stabilité hégémonique défendue par des auteurs comme Gilpin ou Organski...), plutôt que la bipolarité chère à Waltz. En politique étrangère, cela se traduit par la doctrine du *leading from behind*¹⁴, et par le concept de « patience stratégique¹⁵ ».

Leading from behind

Dans un monde en transition, les États-pivots prennent une nouvelle dimension, en particulier ceux qui se trouvent à l'intersection de différentes sphères d'influence¹⁶. Dans la plupart des régions, la politique américaine consiste à ne pas s'engager directement, les États-Unis se réservant plutôt le rôle de balancier extérieur au sous-système. Les États-pivots, ou États-soudure selon la terminologie de Barnett, sont donc les États qui doivent freiner les avancées des puissances émergentes, en étant à même d'influer sur la stabilité régionale¹⁷. Ces États peuvent être interchangeables : pour chaque État-pivot, Washington tente de se garder une alternative, en cas de besoin. Il s'agit ainsi de réduire les engagements directs des États-Unis, et de permettre à certains États d'affirmer leur rôle dans chacune des grandes régions¹⁸. À ce titre, la *Quadrennial Defense Review* de 2014 indique : « Dans beaucoup de régions, nous assistons à l'émergence de partenaires internationaux ayant la capacité de jouer un rôle sécuritaire productif, voire prédominant, dans leurs régions respectives.¹⁹ »

Obama a essayé de transformer la primauté américaine : d'un leadership trop transactionnel vers un leadership plus transformationnel. Le modèle transactionnel du leadership est « un processus d'échange analogue aux relations contractuelles dans le domaine économique [et] dépendant de la bonne foi des participants²⁰ ». Ce style de leadership s'appuie sur le binôme

14. « It is better to lead from behind and to put others in front, especially when you celebrate victory when nice things occur. You take the front line when there is danger. Then people will appreciate your leadership. », [« Il est préférable de mener par l'arrière et de mettre les autres devant, surtout quand vous célébrez une victoire car de belles choses se produisent. Ne prenez la ligne de front que s'il y a du danger. Les gens apprécieront votre leadership. »] L. Ryan, « Leading From Behind », *The New Yorker*, 26 avril 2011.

15. National Security Strategy, Maison-Blanche, Washington, février 2015.

16. T. Sweijts, W. Oosterveld, E. Knowles et M. Schellekens, « Why Are Pivot States so Pivotal? The Role of Pivot States in Regional and Global Security », The Hague Centre for Strategic Studies, La Haye, 2014, p. 6.

17. R. Chase, E. Hill et P. Kennedy, « Pivotal States and US Strategy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 1, 1996, p. 33-50.

18. Cela renvoie à la doctrine de Guam, ainsi qu'au principe du *burden sharing* (économie des ressources et des forces).

19. *Quadrennial Defense Review*, Department of Defense, 2014, p. 6.

20. G. R. Goethals, G. J. Sorenson et J. M. Burns, *Encyclopedia of Leadership*, vol. 4, Thousand Oaks, Sage Publications, 2004, p. 1558.

récompenses/punitions et, *in fine*, sur les intérêts nationaux du *follower*, ce qui correspond donc davantage à la dimension coercitive de la puissance. En outre, les objectifs sont fixés par le *leader*, sans nécessairement impliquer les *followers*. Cela présuppose que l'*hegemon* ait effectivement les moyens de la contrainte ou de la récompense. Le leadership transformationnel intègre quant à lui les motivations et les idées des *followers*, ce qui peut avoir pour effet de réorienter leur action. En théorie, le *leader* augmente le bien-être de tous, tendant vers la réalisation d'un but commun par stimulation mutuelle et *bandwagoning*.

La distinction entre leadership transactionnel et transformationnel est certes plus graduelle et incrémentale qu'absolue : plus l'asymétrie de puissance est importante entre le *leader* et ses *followers*, plus le *leader* pourra s'imposer par ses capacités, et plus le leadership sera transactionnel. Plus cet écart diminue, plus le *leader*, pour conserver sa position au sommet de la hiérarchie, devra intégrer les intérêts et besoins des *followers*, et partager avec eux certaines des responsabilités du leadership. C'est la stratégie menée par Washington aujourd'hui : partage du sang, des coûts, des risques et du fardeau, qui permettent au *leader* non seulement de répartir le prix du leadership sur ses alliés, mais également de les mettre en valeur en leur faisant assumer une part de la responsabilité du maintien de l'ordre international (*empowerment*), tout en leur donnant les moyens pour y arriver (*enablement*).

Répartir le prix du leadership sur les alliés

En déléguant les questions syrienne et irakienne aux acteurs régionaux, les États-Unis prennent conscience du « Lippmann Gap » qui caractérise les situations dans lesquelles les engagements d'une politique étrangère d'une nation excèdent sa puissance²¹. La situation à laquelle les États-Unis sont confrontés aujourd'hui apparaît comme résultant d'une ambition trop hégémonique elle-même produite par une volonté d'expansion basée sur la Destinée manifeste. Comme Paul Kennedy l'avait conceptualisé²² avec le concept d'hyperextension impériale, il en résulte un épuisement des ressources et de l'énergie de la puissance, qui sonne le glas de sa domination. Pour éviter ce déclin absolu, Washington cherche à maintenir son rôle de *leader* dans un système international que le pays a façonné depuis 1945, en adaptant sa grande stratégie. Seule une approche géopolitique calibrée sur l'intérêt national permet, une fois encore, de différencier ce qui compte au plan stratégique, et ce qui reste périphérique. La volonté américaine est claire et consiste à partager les risques, les coûts, le sang, avec les risques

21. W. Lippmann, *U.S. Foreign Policy: Shield of the Republic*, Boston, Little Brown, 1943, p. 7-8.

22. P. Kennedy, *Rise and Fall of Great Powers*, New York, Vintage Books, 1987.

que cela comporte sur le terrain : des partenaires plus autonomes voulant réaliser leur propre agenda, lequel ne correspond pas toujours à celui des États-Unis.

La situation à laquelle les États-Unis sont confrontés aujourd'hui apparaît comme l'héritage d'une ambition trop hégémonique résultant d'une volonté d'expansion : Washington n'a pu éviter sa « conséquence la plus visible, l'épuisement du centre lui-même en termes stratégiques et économiques, conforme au cycle de la puissance, et l'hypothèse d'un conflit avec la Chine²³ ». Contrairement à G. W. Bush qui avait privilégié un réalisme offensif (en particulier lors de son premier mandat), Obama a préféré un réalisme défensif. La crise économique ayant affecté un des fondements de la puissance américaine, Washington s'est focalisé sur un certain nombre de pays relais susceptibles de servir les intérêts américains dans différentes régions du monde, pour contrer diverses puissances émergentes, menaces régionales ou locales.

La politique étrangère d'Obama se caractérise par la mesure, l'humilité et une certaine ouverture en direction des alliés. Théodore Roosevelt ne remarquait-il pas déjà voici plus d'un siècle que « les neuf dixièmes de la sagesse consistent à être sage à temps » ? La rupture avec l'administration Bush dépendait surtout de la capacité d'Obama à incarner le changement dans la continuité. La grande stratégie d'Obama apparaît claire : maintien d'un ordre mondial structuré autour des États-Unis à travers un leadership transformationnel donnant plus d'autonomie et de responsabilité aux puissances moyennes et émergentes. Mais une grande stratégie ne peut se réduire à la définition d'un projet, elle doit s'opérationnaliser dans ce que Mintzberg appelle un « processus stratégique ». Ce dernier n'a sans doute pas été assez explicité aux alliés et partenaires à travers une « narration stratégique » bien construite. D'où les doutes de ces derniers sur les desseins américains. L'articulation de la grande stratégie n'a pas été toujours explicite par rapport aux enjeux, régions et intérêts à défendre, et par extension à ne pas défendre.

Trop souvent le président a semblé, en outre, tarder à réagir aux événements (à la montée de Daech, par exemple), manquer de flexibilité et de capacité d'adaptation, semant le doute parmi les alliés auxquels les Américains demandaient pourtant de prendre plus de responsabilité sur

23. C. Réveillard, « La puissance américaine face aux cycles hégémoniques : l'hypothèse Wicht », *Géostratégie*, n° 29, 2010, p. 84.

les théâtres locaux et régionaux. C'est là que le bât blesse. Du fait de son indécision régulière, l'administration Obama a pu sembler incapable de remplir son rôle de leader, donnant à de potentiels challengers la chance de prendre l'initiative et, parfois, de fixer l'agenda.

Tout incite cependant à croire que les États-Unis sont entrés dans un long processus d'ajustement. S'ils cherchent à éviter un système d'équilibre des forces classique, bipolaire ou multipolaire, ils entendent le faire au bénéfice d'un système international où ils demeurent premiers parmi leurs pairs, préservant ainsi leurs intérêts et leur prédominance.



Mots clés

Politique étrangère américaine
Barack Obama
Système international
Realpolitik